



iFi-LATINECO

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE LATINO-AMÉRICAINE

Mars 2009



iFi-LATINECO

11 rue Tronchet - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | ifi-info@latineco.com

www.latineco.com

SOMMAIRE

AMÉRIQUE LATINE	4
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	4
Baisse de l'excédent commercial régional avec les États-Unis	4
ARGENTINE	5
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	6
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	7
Préparée pour faire face aux difficultés ?	7
La période de tous les risques.....	7
Report d'impôt et « blanchiment » de capitaux rapatriés	8
BRÉSIL	9
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	10
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	11
L'optimisme règne malgré tout	11
2009 : année noire pour les IED ?	11
La Chine deuxième partenaire commercial	11
Baisse du montant des fusions-acquisitions	12
CHILI	13
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	14
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	15
Un TLC, en attendant décembre.....	15
Baisse importante du taux de base	15
Chute inquiétante des exportations	15
Lutte pour l'emploi des jeunes	16
COLOMBIE	17
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	18
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	19
Scandale dans l'espionnage d'État	19
Présidentielle : nouveaux prétendants.....	19
Zoom sur le commerce extérieur 2008.....	19
MEXIQUE	20
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	21
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	22
Sécurité : l'aide étasunienne ne sera pas de trop.....	22

Les IED 2008 en chiffres.....	22
Le chômage urbain au plus haut	22
URUGUAY	23
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	24
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	25
Un déficit commercial qui se creuse	25
Simplifier la création d'entreprises	25

AMÉRIQUE LATINE

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Baisse de l'excédent commercial régional avec les États-Unis

Pays	Solde commercial avec les É.-U. 2007 (Mds\$)	Solde commercial avec les É.-U. 2008 (Mds\$)
Argentine	-1,4	-1,7
Brésil	+1,0	-2,5
Colombie	+0,9	+1,7
Mexique	+74,6	+64,4
Venezuela	+29,7	+38,8
Reste Am. Latine	-2,8	-14,2
AMÉRIQUE LATINE	102,0	86,5

Commentaires : l'an dernier, l'excédent commercial des pays d'Amérique latine avec les États-Unis a chuté de plus de 15%. Des quatre pays cités ayant enregistré un excédent commercial en 2007, le **Venezuela** est le seul à avoir enregistré une hausse de ce dernier (+23,5%), notamment grâce aux envois d'hydrocarbures. Le **Brésil** est quant à lui le seul pays à être passer d'un excédent à un déficit commercial avec la puissance nord-américaine.

ARGENTINE



FICHE PAYS

Nom officiel República Argentina

Superficie 2 791 810 km²

Population 39,4M d'hab.

Densité de population 14,11 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Buenos Aires - 3,1M d'hab. (Agglo. : 13,5M d'hab.)

Villes principales

Córdoba - 1,4M d'hab.

Rosario - 1M d'hab.

Mendoza - 870 000 hab.

Régime politique République fédérale (23 provinces + Capitale fédérale)

Chef d'État Cristina Elisabet Fernández de Kirchner (2008-2012)

Monnaie Peso (ARS)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

ARGENTINE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		250,0	266,3	275,9
PIB (Δ %)		8,7	5,0	3,0
PIB/hab. (\$)		6 427	6 759	7 003
Taux d'intérêt court* (%)		11,5	11,5	11,5
Taux d'inflation (Δ %)		20,0**	22,0**	18,0**
Taux de chômage* (%)		9,8	9,8	9,8
Solde commercial (Md\$)		14,5	13,18	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		45,0	48,9	47,0
Dettes extérieures* (Md\$)		120,6	127,3	127,9
Taux de change (ARS) au 31/12	/USD	3,14	3,45	
	/EUR	4,6	4,92	

*Dernière donnée connue | **Calcul réel non-officiel

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
25,8	63,5	10,7

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

ARGENTINE

Préparée pour faire face aux difficultés ?

La rentrée politique de **Cristina Fernández de Kirchner** n'a pas dû être une partie de plaisir. En effet, la présidente a dû ouvrir la période de la nouvelle session parlementaire (mars est le mois de la reprise d'activités après l'été austral) accueillie au Congrès par le vice-président **Julio Cleto Cobos**, devenu son ennemi politique N°1 après son fameux veto aux taxes à l'exportation de produits agricoles. Dans son discours, la chef d'État a enfin reconnu que le pays subira les effets de la crise dans un contexte économique difficile sur le plan national et mondial.

Ce contexte est peut-être la raison pour laquelle la présidente s'est enfin décidée à venir s'asseoir à la table des négociations avec les représentants du monde agricole. Bien que partiel, un important accord a été signé, les agriculteurs se demandant toujours si le gouvernement respectera ses engagements.

De son côté, l'opposition tente de s'organiser, avec toujours beaucoup de mal et des critiques réciproques contre-productives. C'est d'ailleurs sur ces divisions que le couple **Kirchner** s'appuie pour tenter de conserver le pouvoir.

La période de tous les risques

Le cycle de six années de croissance à des taux « chinois » semble être arrivé à son terme. La production industrielle, la construction, les échanges commerciaux (en janvier 2009, les exportations ont chuté de 36% par rapport à janvier 2008), les rentrées fiscales, l'emploi, la confiance des producteurs et consommateurs, etc. sont en franche baisse, tandis que la fuite des capitaux, le risque pays, etc. sont en revanche en hausse spectaculaire.

Bref, avec un taux d'inflation relativement bas, tous ces indicateurs indiquent que le pays a pris la direction du déclin économique, voire de la récession. La durée et la profondeur de la chute sont aussi difficiles à déterminer que le dénouement de la crise globale.

Bien qu'il existe un lien entre les difficultés du pays et le contexte mondial, la situation de l'Argentine pourrait s'aggraver à cause des problèmes internes (conflit avec le monde agricole, entre autres). Toutefois, les difficultés connues à partir de la crise de 2002, qui ont empêché le pays d'avoir accès aux marchés des capitaux internationaux et autres limitations, l'ont « protégé » d'une situation de surendettement.

Report d'impôt et « blanchiment » de capitaux rapatriés

Parmi les mesures pour dynamiser la relance économique, dont des primes à la casse d'articles électroménagers et de bicyclettes (sic) et des plans de travaux publics, le gouvernement a décrété qu'entre le 1^{er} mars et le 31 août 2009, il sera possible de rapatrier des capitaux placés à l'étranger et de bénéficier d'un report dans le paiement d'impôts.

Conditions pour le rapatriement de capitaux : 1) Les intéressés (particuliers ou sociétés) devront produire une déclaration sur l'honneur, 2) Les biens déclarés à l'étranger seront taxés à 8%, 3) Les biens déclarés dans le pays seront taxés à 6% , 4) L'argent rapatrié investi en titres publics subira une taxe de 3% en cas d'achat de logement et de 1% pour les autres travaux immobiliers, 5) Ces bénéfices n'incluent pas le paiement de taxes nationales.

Conditions pour le report de paiement d'impôt : 1) Les intéressés devront payer un acompte de 6% sur la dette ne pouvant pas être inférieur à 45 dollars, 2) L'étalement des dettes ne devra pas dépasser les 120 mensualités, 3) Le taux de majoration appliqué à la dette sera de 0,75% mensuel, 4) Le bénéfice du report ne s'appliquera qu'aux dettes cumulées jusqu'au 31 décembre 2007.

BRÉSIL



FICHE PAYS

Nom officiel República Federativa do Brasil

Superficie 8 511 965 km²

Population 189,6M d'hab.

Densité de population 22,27 hab./km²

Langue officielle Portugais

Capitale Brasília - 2,4M d'hab.

Villes principales

São Paulo - 11M d'hab. (Agglo. : 19,7M d'hab.)

Rio de Janeiro - 6,14M d'hab. (Agglo. : 11,4M d'hab.)

Salvador - 2,9M d'hab. (Agglo. : 3,6M d'hab.)

Belo Horizonte - 2,4M d'hab. (Agglo. : 5M d'hab.)

Régime politique République fédérale (26 États + District fédéral)

Chef d'État Luiz Inácio Lula da Silva (2007-2010)

Monnaie Réal (BRL)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

BRÉSIL		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		1 350,0	1 414,8	1 457,2
PIB (Δ %)		5,7	6,4	2,0
PIB/hab. (\$)		7 341	7 462	7 686
Taux d'intérêt court* (%)		11,25	13,75	12,75
Taux d'inflation (Δ %)		4,46	6,2	5,2
Taux de chômage* (%)		9,0	7,8	7,5
Solde commercial (Md\$)		40,0	24,7	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		170,0	200,0	192,9
Dettes extérieures* (Md\$)		147,8	212,9	199,5
Taux de change (BRL) au 31/12	/USD	2,14	2,18	
	/EUR	2,6	3,28	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
27,0	66,8	6,2

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

BRÉSIL

L'optimisme règne malgré tout

Peut être influencé par la fête du carnaval qui vient de s'achever et à laquelle il a assisté à Rio de Janeiro, le président **Lula** a déclaré que « bien que son pays soit l'un des derniers à être rentré dans la crise, il sera l'un des premiers à s'en sortir ».

Mais conscient de la gravité de la crise, le gouvernement a lancé des programmes de soutien aux PME et a essayé d'empêcher le licenciement de 4 000 salariés chez l'avionneur **Embraer**. Entre-temps, Lula et sa candidate à sa succession, la chef de cabinet **Dilma Rousseff**, sont pointés du doigt pour avoir lancé la campagne électorale de façon anticipée lors d'une rencontre nationale des maires.

PS : accusés d'abus de pouvoir économique et d'irrégularités électorales (achat de votes), le gouverneur et le vice-gouverneur de l'État du Maranhão **Jackson Lago** et **Luiz Carlos Porto** ont été destitués par le Tribunal supérieur électoral.

2009 : année noire pour les IED ?

La Banque centrale (BC) a chiffré le montant des investissements étrangers directs (IED) pour le mois de janvier dernier à **1,93 milliard de dollars**. Ce montant, en baisse de **60%** par rapport à celui de janvier 2008, est le plus bas pour ce mois depuis janvier 2006 (1,47 milliard de dollars), et très loin des prévisions de la BC (2,5 milliards de dollars). Alors que 2008 avait été l'année de tous les records concernant les IED, une baisse significative de ces derniers lors des premiers mois de 2009 est à prévoir.

La Chine deuxième partenaire commercial

L'année dernière, la Chine a supplanté l'Argentine comme deuxième partenaire commercial du Brésil. En effet, le montant des échanges commerciaux sino-brésiliens (exportations + importations) a été chiffré à **36,4 milliards de dollars**, en hausse de **56%**, alors que les échanges avec le voisin argentin se sont élevés à **30,9 milliards de dollars (+24%)**.

Entre 2000 et 2006, le solde commercial du Brésil avec la Chine était excédentaire, mais en 2007 et 2008, il est devenu déficitaire avec des montants respectifs de **-1,87 milliards de dollars** et **-3,64 milliards de dollars**.

À noter : les Etats-Unis sont le premier partenaire commercial du Brésil avec des échanges évalués en 2008 à plus de **53 milliards de dollars (+21%)**.

Baisse du montant des fusions-acquisitions

Selon l'Association nationale des banques d'investissements, 94 opérations de fusions-acquisitions (hors restructurations et OPA) d'un montant supérieur à 20 millions de *reais* (environ 8,4 millions de dollars) ont eu lieu dans le pays en 2008. Toutes ces opérations ont représenté un montant total de **39 milliards de dollars**, chiffre en baisse de **3,5%** à celui de 2007.

PS : si l'on tient en compte les restructurations et les OPA, le montant s'élève à environ **42 milliards de dollars** (+17,3%).

CHILI



FICHE PAYS

Nom officiel República de Chile

Superficie 756 626 km²

Population 16,6M d'hab.

Densité de population 21,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santiago - 4,9M d'hab.

Villes principales

Valparaíso - 300 000 hab. (Agglo. : 803 683 hab.)

Concepción - 216 061 hab. (Agglo. : 666 381 hab.)

Régime politique République

Chef d'État Verónica Michelle Bachelet Jeria (2006-2010)

Monnaie Peso (CLP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

CHILI		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		135,6	165,5	168,8
PIB (Δ %)		5,1	4,0	1,1
PIB/hab. (\$)		8 748	9 970	10 169
Taux d'intérêt court* (%)		5,75	8,25	4,75
Taux d'inflation (Δ %)		7,8	7,1	3,1
Taux de chômage* (%)		7,7	7,8	7,8
Solde commercial (Md\$)		23,8	10,16	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		16,32	24,09	21,92
Dettes extérieures* (Md\$)		51,69	51,69	51,69
Taux de change (CLP) au 31/12	/USD	512,0	630,3	
	/EUR	707,0	914,8	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
23,6	67,6	8,8

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

CHILI

Un TLC, en attendant décembre

Malgré la proximité des élections présidentielles de décembre 2009, le panorama politique chilien n'a pas encore défini clairement les candidats et leurs programmes, surtout du côté de la gauche. Pendant ce temps, malgré le sérieux contentieux portant sur la frontière maritime, le Chili a mis en route un traité de libre échange (TLC) avec le Pérou dès début mars. Ce traité remplace l'Accord de complémentarité économique bilatérale en vigueur jusqu'à maintenant.

Les deux pays andins partagent une orientation similaire du point de vue de l'ouverture des marchés et ont tiré les enseignements des crises économiques précédentes. Par ailleurs, le Chili et le Pérou disposent d'un système bancaire globalement solide et des économies substantielles tirées de l'exploitation minière.

À noter : c'est au Pérou que ce TLC a soulevé le plus de critiques, les péruviens ayant toujours du mal à digérer l'humiliante défaite militaire de la Guerre du Pacifique (1879-1884).

Baisse importante du taux de base

Au cours des derniers mois, les principales banques centrales d'Amérique latine ont fait baisser leur taux de base, et le Chili ne fait pas exception. Mi-février dernier, la Banque centrale du pays andin a fait baisser son taux de base de 7,25% à **4,75%**, soit l'un des taux les plus faibles de la région et l'une des baisses les plus importantes.

Chute inquiétante des exportations

En décembre 2008, le montant des exportations du pays andin se sont chiffrées à **3,66 milliards de dollars**, soit le montant le plus bas depuis février 2006 (3,3 milliards de dollars) et en baisse de 24% à celui de décembre 2007 et de 17% à celui de novembre 2008. Cette chute a été principalement causée par des envois de cuivre moindres ainsi que par une baisse du cours de ce métal, première composante des exportations en valeur du Chili. Le mois suivant (janvier 2009) n'a pas non plus été enthousiasmant pour le commerce extérieur chilien. Ainsi, les exportations du premier mois de cette année se sont montées à **3,83 milliards de dollars**, en baisse de **41,3%** comparé à janvier 2008. Les importations se sont, elles, chiffrées à **3,17 milliards de dollars** (-25,5% par rapport à janvier 2008).

Lutte pour l'emploi des jeunes

D'après l'**Institut national de statistiques**, en fin d'année dernière, le chômage touchait **19%** des jeunes âgés entre 15 et 24 ans, un taux plus de deux fois supérieur au taux national (7,8%). En ce début d'année 2009, crise aidant, ce taux passera la barre des 20%, soit un jeune sur cinq touché par le chômage.

Face à ce constat, l'**Institut national de la jeunesse**, entité gouvernementale, va mettre en place l'Aide à l'emploi (*Subsidio al Empleo*), un plan qui servira à stimuler l'embauche des jeunes et qui réclamera **102 millions de dollars** d'investissements.

À noter : au Chili, les individus âgés entre 15 et 29 ans sont au nombre de 1,9 million, soit plus d'un Chilien sur dix.

COLOMBIE



FICHE PAYS

Nom officiel República de Colombia

Superficie 1 141 748 km²

Population 41,97M d'hab.

Densité de population 36,76 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santa Fe de Bogotá - 6,8M d'hab. (Agglo. : 8M d'hab.)

Villes principales

Medellín - 3,5M d'hab.

Santiago de Cali - 2,6M d'hab.

Barranquilla - 1,7M d'hab.

Régime politique République

Chef d'État Álvaro Uribe Vélez (2006-2010)

Monnaie Peso (COP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

COLOMBIE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		172,4	178,4	183,8
PIB (Δ %)		7,52	3,0	2,1
PIB/hab. (\$)		4 108	4 251	4 379
Taux d'intérêt court* (%)		9,5	10,0	8,0
Taux d'inflation (Δ %)		5,69	7,67	5,0
Taux de chômage* (%)		11,2	10,1	10,6
Solde commercial (Md\$)		-0,82	-5,0	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		20,66	23,12	23,12
Dettes extérieures* (Md\$)		43,3	45,85	45,9
Taux de change (COP) au 31/12	/USD	2 235	2 194	
	/EUR	2 944	3 227	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,4	65,1	5,5

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

COLOMBIE

Scandale dans l'espionnage d'État

Le mois dernier, les autorités ont mis au jour un scandale impliquant le **Département administratif de sécurité (DAS)**, l'agence publique de renseignement. Certains membres de cette dernière ont en effet effectués des écoutes téléphoniques illégales impliquant notamment des magistrats, des journalistes, des fonctionnaires et des leaders de l'opposition. Suite à cette affaire, qui a engendré son lot de démissions au sein de l'agence, le président **Álvaro Uribe**, qui nie toute implication dans ce scandale, a désormais interdit au DAS la réalisation d'écoutes et d'enregistrements téléphoniques.

Présidentielle : nouveaux prétendants

Même si la prochaine élection présidentielle n'aura lieu que dans 14 mois et qu'on ne sait pas encore si l'actuel président pourra prétendre à un troisième mandat, certains se préparent déjà à l'échéance. Ainsi, **Andrés Felipe Arias** a démissionné de son poste de ministre de l'Agriculture et du Développement rural pour préparer sa future candidature, tout comme **Noemí Sanín**, actuelle ambassadrice de la République de Colombie à Londres, qui se présentera à l'investiture présidentielle du **Parti conservateur colombien**.

Zoom sur le commerce extérieur 2008

Sur la période janvier-novembre 2008, le montant des exportations du pays se sont montées à **34,66 milliards de dollars**, soit **29,3%** de plus qu'au cours de la même période de 2007. Cette hausse est la plus importante depuis le début de la décennie.

Les importations ont elles aussi augmenté durant l'année : **+20,6%** à **39,7 milliards de dollars**. **28,8%** des achats à l'extérieur ont été réalisés aux États-Unis et **4,5%** chez les partenaires de la Communauté andine des nations (1,77 milliard de dollars, **+19,3%**). Parmi les produits ayant connu les plus fortes hausses de leurs importations en 2008, figurent les **combustibles et assimilés (+98,6%)** et les **céréales (+38,6%)**. Notons enfin que les importations de biens de consommations durables ont représenté **4,17 milliards de dollars (+4,8%)**. Malgré un bon comportement des exportations durant l'année, le pays creuse de manière importante son déficit commercial en passant de **820 millions de dollars en 2007 à environ 5 milliards de dollars en 2008**.

MEXIQUE



FICHE PAYS

Nom officiel Estados Unidos Mexicanos

Superficie 1 964 375 km²

Population 105,8M d'hab.

Densité de population 53,86 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Ciudad de México - 8,7M d'hab. (Agglo. : 22M d'hab.)

Villes principales

Guadalajara - 4,2M d'hab.

Monterrey - 3,8M d'hab.

Puebla - 2,6M d'hab.

Régime politique République fédérale (31 États + District fédéral)

Chef d'État Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (2006-2012)

Monnaie Peso (MXN)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

MEXIQUE		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		893,6	1 006,5	1 015,6
PIB (Δ %)		3,2	2,0	-1,7
PIB/hab. (\$)		8 446	9 513	9 600
Taux d'intérêt court* (%)		7,5	8,25	7,5
Taux d'inflation (Δ %)		3,76	6,56	4,6
Taux de chômage* (%)		3,4	4,25	4,3
Solde commercial (Md\$)		-11,1	-16,84	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		75,7	77,13	84,5
Dettes extérieures* (Md\$)		163,0	163,0	163,0
Taux de change (MXN) au 31/12	/USD	10,9	13,34	
	/EUR	16,2	19,45	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,6	64,3	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

MEXIQUE

Sécurité : l'aide étasunienne ne sera pas de trop

Dans un récent rapport, le gouvernement des Etats-Unis voit le narcotrafic et le crime organisé faire entrer le Mexique dans un scénario de chaos sécuritaire, scénario dans lequel les forces armées US seraient dans l'obligation d'intervenir pour des motifs de sécurité intérieure.

Le président mexicain **Felipe Calderón** a réagi à ce rapport, assurant que son pays n'était pas dans une situation telle que l'État ait perdu le contrôle de certaines régions aux profits des narcotrafiquants.

Reste que le tableau est très préoccupant. Récemment, l'État a renforcé sa présence militaire dans la ville frontalière de Ciudad Juárez, l'une des plus touchées par la violence. Seule bonne nouvelle dans ce contexte : le soutien étasunien, notamment à travers une enveloppe de **405 millions de dollars** votée par la Chambre des représentants, allouée au **Plan Mérida** dans le cadre du budget 2009 des États-Unis.

Les IED 2008 en chiffres

L'année dernière, le pays a reçu pour **18,6 milliards de dollars** d'investissements étrangers directs (IED) contre 27,2 milliards de dollars en 2007, soit une baisse de **31,6%** entre les deux années. Les trois principaux secteurs récipiendaires ont été l'industrie manufacturière (33%), le secteur minier (22,9%) et la finance (21,4%).

Enfin, concernant l'origine des investissements, les **États-Unis** ont été le premier pays investisseur dans le pays aztèque (45,7% du total), suivis du **Canada** (11,8%) et l'**Espagne** (11,7%).

Le chômage urbain au plus haut

En décembre 2008, selon les statistiques officielles, le taux de chômage urbain s'est élevé à **5,54%**, le taux le plus haut jamais enregistré depuis juillet 2005.

Le calcul du taux est effectué sur la base de 32 principales zones urbaines du pays représentant 60% des emplois nationaux. Par ailleurs, le taux de chômage au Mexique se monte actuellement à **5,0%** de la population active, soit le taux le plus élevé enregistré par l'**INEGI** (statistiques officielles) depuis octobre 1996 (5,6%). Ce taux devrait augmenter tout au long de l'année au fur et à mesure que le pays s'enfoncera dans la récession.

URUGUAY



FICHE PAYS

Nom officiel República Oriental del Uruguay

Superficie 176 215 km²

Population 3,42M d'hab.

Densité de population 19,41 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Montevideo - 1,7M d'hab.

Villes principales

Salto - 100 572 hab.

Maldonado - 100 000 hab.

Paysandú - 86 000 hab.

Régime politique République

Chef d'État Tabaré Ramón Vázquez Rosas (2005-2010)

Monnaie Peso (UYU)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

URUGUAY		2007	2008	2009 ^P
PIB (Md\$)		12,5	13,9	14,4
PIB (Δ %)		7,43	10,5	2,1
PIB/hab. (\$)		3 655	4 064	4 211
Taux d'intérêt court* (Δ %)		7,0	7,25	10,0
Taux d'inflation (%)		8,5	9,19	7,4
Taux de chômage* (%)		8,9	7,0	6,3
Solde commercial (Md\$)		-0,4	-2,8	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		3,52	4,0	6,3
Dettes extérieures* (Md\$)		13,7	13,7	13,7
Taux de change (UYU) au 31/12	/USD	21,9	24,3	
	/EUR	32,2	34,8	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,7	64,0	13,3

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

URUGUAY

Un déficit commercial qui se creuse

Exportations 2008 : entre les mois de février 2008 et de janvier 2009, le pays a exporté pour plus de **6 milliards de dollars**, chiffre supérieur de **27,3%** à celui de la même période 2007/2008. Sur le mois de janvier 2009, le montant des exportations uruguayennes s'est élevé à **397,9 millions de dollars** contre 433,2 millions de dollars pour le mois de janvier 2008, soit une baisse de plus de **8%**. Cette chute mensuelle interannuelle des exportations est la troisième consécutive, après novembre 2008 (-8,1%) et décembre 2008 (-5,8%).

Importations 2008 : elles ont beaucoup augmenté par rapport à 2007 : **+58,7%** à **8,82 milliards de dollars**. Selon les données de la Banque centrale de l'Uruguay, plus de la moitié des achats du pays (51,1%) a été effectuée chez ses trois partenaires frontaliers du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay), soit **4,51 milliards de dollars**, en hausse de **50,8%** comparé à 2007. Le marché européen représente 12,7% des importations uruguayennes de l'année.

Conclusion : en 2007, le pays comptait un déficit commercial de 400 millions de dollars. En 2008, ce déficit a été multiplié par sept à environ **2,8 milliards de dollars**. Cette tendance a pour cause principale des importations qui ont augmenté de plus de moitié entre les deux années. La chute régulière des exportations mensuelles depuis la fin 2008 continuera sur les premiers mois de 2009, voire au delà.

Simplifier la création d'entreprises

Selon le rapport Doing Business de la **Banque mondiale**, pour créer son entreprise en Uruguay, il faut en moyenne remplir 11 formalités pour 44 jours de traitement administratif. Ces chiffres placent le pays en 120^{ème} position sur 181 dans le classement mondial de l'accès à la création d'entreprise.

Suite à ce constat, un groupe interinstitutionnel formé notamment du **ministère de l'Économie**, de la **Direction générale des impôts** et du **Bureau de la planification et du budget** va travailler à simplifier les procédures de création d'entreprise. L'objectif du groupe est qu'en 2010 on puisse effectuer les formalités *via* Internet et en une journée.